



Le président du CIO, Thomas Bach, lors des Jeux olympiques d'été de Paris, le 30 juillet 2024. (EUGENE HOSHIKO/AP PHOTO)

EMMANUEL BAYLE

Au CIO, Thomas Bach a été un président exécutif qui a incontestablement fait bouger les lignes politiques dans un contexte international particulièrement trouble: «hard power» sportif de la Russie, de la Chine et des pays du Golfe, guerres en Ukraine et en Palestine, vigilance démocratique en Occident (droits humains, inclusivité, durabilité), forte concurrence du sport business (X Games, ligues professionnelles, e-sport, MMA), crise du Covid-19. On y ajoutera le risque d'un moindre intérêt des jeunes pour l'olympisme, les menaces liées à l'intégrité du sport (dopage, corruption, paris truqués, maltraitance d'athlètes) et les bouleversements induits par les réseaux sociaux et l'intelligence artificielle.

Malgré ce monde plus fragmenté et incertain, le président Bach est parvenu à maintenir l'unité du mouvement olympique. Pour cela, il s'est appuyé sur deux mantras: préserver l'autonomie des organisations sportives par une meilleure gouvernance de leurs instances et maintenir l'attractivité des Jeux olympiques (JO) en communiquant, auprès des Etats et de leurs opinions publiques, sur leur héritage positif.

Après bien des attermolements face au scandale du dopage systémique en Russie révélé à la suite des Jeux de Sochi de 2014, Thomas Bach a imposé, en 2017, la création d'une agence de contrôles internationale (ITA) davantage indépendante des fédérations sportives internationales (FI) et des Etats. Il a également étouffé, en 2015, la rébellion de FI plus revendicatrices quant à la redistribution des revenus olympiques en provoquant la dissolution de leur organisation (SportAccord). A la suite de l'invasion de l'Ukraine, il a profité de l'éviction des présidents russes des FI pour durcir sa politique vis-à-vis du Comité olympique russe et limiter la présence de ses athlètes aux JO de Paris. Du côté de l'ONU, une stratégie d'influence, associée à une communication intensive, a été menée pour faire valoir le rôle sociétal majeur du sport à l'échelle de la planète.

Coûts de fonctionnement en hausse

Le sujet de la meilleure gouvernance des FI olympiques a été laissé à l'Asoif, l'association des FI olympiques d'été, mais le processus basé sur la seule auto-évaluation et le manque de contrôle de l'intégrité des dirigeants peuvent rester problématiques. Thomas Bach a aussi continué à imposer le Tribunal arbitral du sport (TAS), créé par le CIO en 1984, comme le régulateur principal et légitime des contentieux sportifs, malgré une indépendance controversée et les conflits récurrents entre la juridiction du TAS et celles des tribunaux nationaux et supranationaux, notamment dans le champ d'application du droit de l'Union européenne.

Quels héritiers et héritage pour le président du CIO?

GOVERNANCE La succession de Thomas Bach, à la tête du Comité international olympique depuis 2013, est très ouverte. Six hommes et une femme sont en lice, sans qu'un favori se dégage avant leur audition le 30 janvier. L'élection aura lieu en mars

Quant à la gouvernance interne, Thomas Bach a fortement accru la professionnalisation au sein du nouveau siège du CIO, inauguré à Lausanne en 2019, qui compte mille salariés contre une centaine il y a 20 ans. Mais ce processus s'est accompagné d'une forte augmentation des coûts de fonctionnement du fait des salaires des cadres, notablement élevés pour une ONG, de l'inflation du nombre de consultants auxquels s'ajoutent les investissements dans la chaîne olympique, lancée en 2016, pour des audiences décevantes.

Malgré ce monde plus fragmenté et incertain, Thomas Bach est parvenu à maintenir l'unité du mouvement olympique

Le modèle économique du CIO reste prospère mais vieillissant et toujours très dépendant des entreprises américaines. Certes, les montants des droits médias ont augmenté, pour l'essentiel grâce au contrat de 7,65 milliards de dollars versés par le groupe de média américain NBC pour l'exclusivité 2021-2032 des droits aux Etats-Unis, mais moins fortement que ceux de la Coupe du monde masculine de football.

Après avoir atteint le pic de 2,3 milliards de dollars sur le cycle 2017-2021, le programme de sponsoring mondial du CIO (15 partenaires en 2024) est en difficulté, à

l'issue des JO de Paris 2024, avec la perte de trois partenaires japonais et du français Atos absorbé par Deloitte déjà partenaire. Ce contexte financier problématique, même si les réserves financières du CIO sont très substantielles, explique le besoin de nouveaux financements et l'attribution à l'Arabie saoudite, en 2025 et pour douze années, du label de «Jeux olympiques de l'e-sport». Organisés a priori tous les deux ans, en année impaire non olympique, ils devraient inclure les sports virtuels comme les jeux vidéo.

Pour préserver l'attractivité des JO, Thomas Bach a dû proposer de nouveaux ajustements notamment via une stratégie dite de «dialogue ciblé» et de double attribution des JO d'été (Paris 2024, Los Angeles 2028) puis d'hiver (Alpes françaises 2030 et Salt Lake City-Utah 2034). Ce nouveau processus a permis de répondre au manque de candidats, d'éviter les effets négatifs d'une course aux enchères entre villes candidates et de faire trop de perdants. La politique de Bach a aussi clairement visé la sécurisation des JO au cœur des démocraties occidentales disposant d'installations sportives déjà existantes, de savoir-faire organisationnel et présentant moins de risques réputationnels (Milan-Cortina 2026 et Brisbane 2032, en plus de celles mentionnées). La montée en puissance de l'équipe olympique des réfugiés, créée lors des JO de 2016, associée à une fondation dédiée ont porté un symbole d'espoir et de solidarité olympique.

Certes, Thomas Bach a su résister aux revendications quant aux primes de participation ou/et de performance d'athlètes aux JO tout en leur donnant plus d'opportunités marketing et de

possibilités d'expression via une évolution des règles de la Charte olympique. Cependant, la précarité socio-économique de nombre d'olympiens reste problématique. En s'appuyant sur le rattachement récent de sports émergents par certaines FI (breaking à la FI de danse, parkour à la FI de gymnastique, freeride à la FI de ski, skateboard à la FI de skate...), le CIO est parvenu à renouveler le programme des Jeux d'été avec l'entrée officielle de l'escalade, du surf et du skateboard.

Thomas Bach était bien préparé

Simultanément, le nombre d'épreuves a été réduit pour certains sports (lutte, escrime, haltérophilie) tout en promouvant de nouvelles épreuves mixtes dans une dizaine de sports. La politique de féminisation du sport olympique a été poursuivie, avec l'atteinte de la parité homme/femme des athlètes à Paris et un doublement du nombre de femmes membres du CIO depuis 2013 (environ 40%). Cette avancée n'a toutefois pas été associée à un changement significatif concernant les prises de fonctions politiques majeures, avec seulement 10% de femmes présidentes des 38 FI olympiques et des 206 comités nationaux olympiques.

S'interrogeant en 2023 sur un possible nouveau mandat, le président Bach a assuré sa sortie avec des JO de Paris très réussis à la suite d'expériences précédentes très difficiles à Rio en 2016 en raison de la crise au Brésil et de problèmes de corruption, puis à Tokyo en 2021 du fait aussi de la crise sanitaire. Et cela, sans parler des Jeux d'hiver Sochi 2014 et Pékin 2022, très

contestés en termes de durabilité environnementale et de droits humains.

Durant sa présidence, Thomas Bach a dû affronter, avec ses équipes, bien des tempêtes mais il était particulièrement bien préparé, programmé pourrait-on dire, à sa prise de responsabilité. Membre du CIO depuis 1991, il en a été le vice-président pendant plus de dix ans. Il était, de plus, très légitime pour assumer la présidence tant par son parcours sportif (premier président médaillé d'or aux JO) que professionnel (avocat d'affaires internationales).

La lecture des programmes des candidats donne une impression mitigée avec des projets sans innovation majeure

Fort de cet héritage, qui lui succédera parmi les sept candidats?

Le président sortant semble soutenir Kirsty Coventry, deuxième femme candidate à la présidence du CIO après Anita Defrantz en 2001. Jeune (41 ans), elle dispose d'un très bon profil (double championne olympique de natation, ministre des Sports du Zimbabwe depuis 2018, membre du CIO depuis 2013 et de l'actuelle commission exécutive). Elle est perçue comme moins expérimentée que le prince jordanien Feisal Al Hussein (membre depuis 1990) ou encore que l'Espagnol Juan Antonio Samaranch Junior, qui connaît très bien la maison olym-

pique mais qui a l'inconvénient (rédhibitoire?) d'être le fils d'un ancien président.

Les quatre autres candidats en lice sont tous présidents de FI olympiques majeures: le Britannique Sebastian Coe (athlétisme), le Français David Lappartient (cyclisme), le Japonais Morinari Watanabe (gymnastique), et l'Anglo-Suédois Johan Eliasch (ski). Mais il n'est pas de tradition que la présidence du CIO revienne à un président de FI.

La lecture des programmes des candidats donne une impression mitigée avec des projets sans innovation majeure et sans réflexions approfondies qui permettraient de relever les défis que représentent la crise climatique et l'effondrement de la biodiversité pour les grands événements et la pratique sportive. Cela laisse penser à une forme de continuité politique et à un mandat à venir de transition.

Une élection par élimination

Deux candidats portent toutefois des potentiels de changement plus importants: Sebastian Coe, par son style de leadership et des idées plus clivantes (World Athletics a été la seule FI à refuser les athlètes russes et biélorusses aux JO de Paris 2024 et à décider, sans concertation avec les autres, pour la première fois, du versement d'une prime de 50 000 dollars aux athlètes médaillés d'or aux JO 2024), et Morinari Watanabe, qui propose une organisation simultanée des JO de 50 sports répartis dans cinq villes sur les cinq continents pour une meilleure valorisation mondiale.

Les challenges à venir seront nombreux et complexes: maintenir l'intérêt autour des JO (notamment ceux d'hiver plus fragilisés par la question climatique), faire évoluer le modèle économique et de gouvernance interne, réussir à intégrer au programme olympique des sports sous le contrôle de puissantes ligues professionnelles (baseball, cricket, flag football), rééquilibrer la relation avec des FI très hétérogènes et dont la dotation financière olympique a peu évolué depuis 2012, gérer le poids stratégique grandissant de l'Asie-Pacifique et des pays du Golfe, etc.

Compte tenu de ces éléments, l'élection à venir pourrait ainsi se décider plus par élimination que par conviction. Le président sortant marquerait son influence et son empreinte en imposant une femme, jeune, championne olympique et venant d'Afrique appartenant à la minorité des anciens colons blancs. Si nombre de membres du CIO doivent leur nomination à Thomas Bach, leur turnover (40% d'entre eux sont élus seulement pour huit ans) est devenu si important que la logique du vote final des 100 membres, qui décideront de l'élection, reste une équation à plusieurs inconnues. ■

Emmanuel Bayle est professeur de gestion du sport à l'Institut des sciences du sport de l'Université de Lausanne. Il est l'auteur de l'ouvrage, paru en 2024, «Governance, Regulation and Management of Global Sport Organisations», Routledge, 308 p.